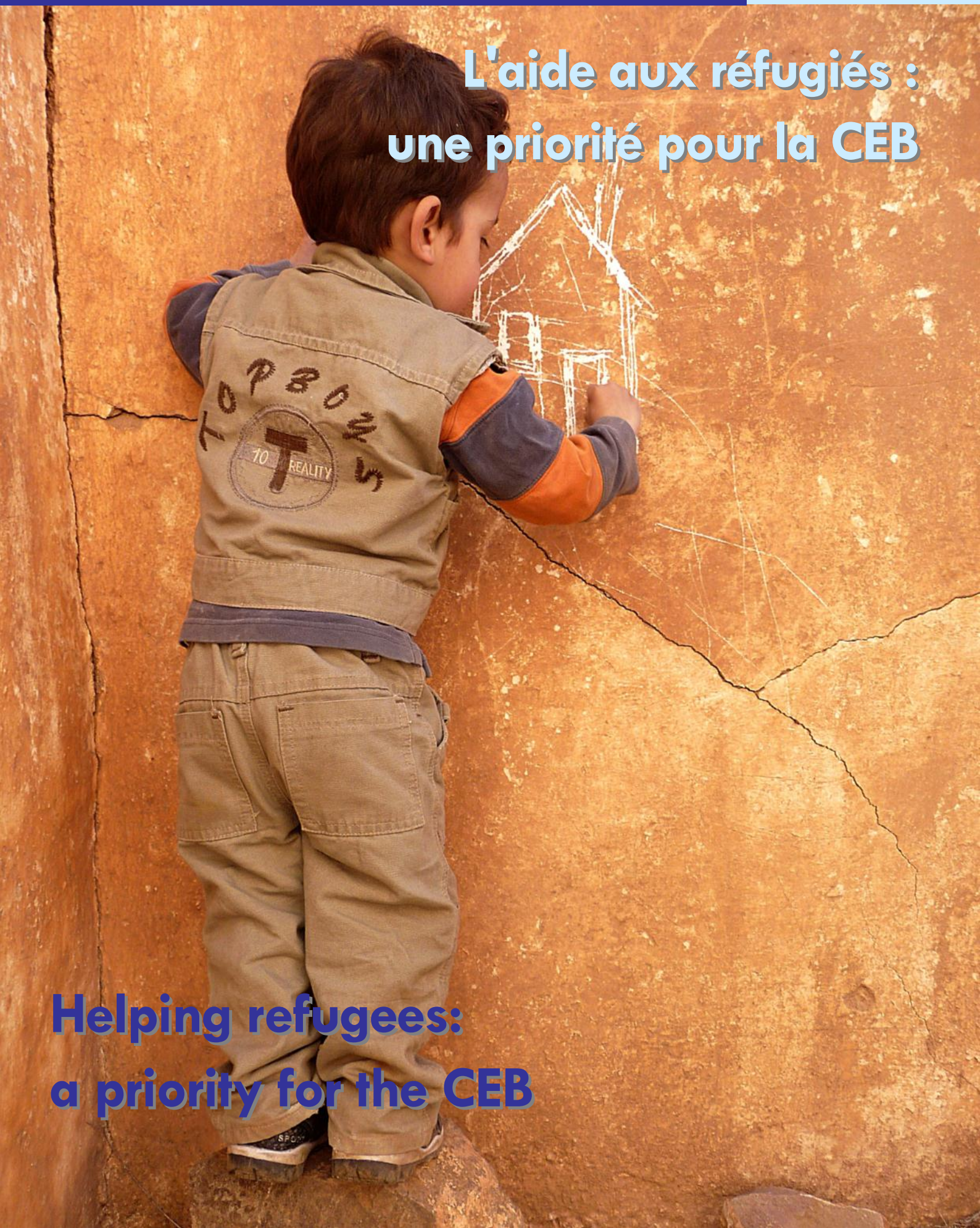
CEB INFO
COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

N°3 - 2012
Trimestriel / Quarterly



L'aide aux réfugiés : une priorité pour la CEB

Helping refugees: a priority for the CEB

Sommaire

Contents

CEB INFO

	Page
Édito du Gouverneur	**3**
Activité prêts/projets	**4**
Approbations au 30 septembre 2012	4
Don de € 400 000 au Monténégro suite à un incendie dans un camp de réfugiés	6
Bosnie-Herzégovine: Coopération avec Intesa San Paolo pour aider l'emploi dans les PME	8
Adapter, en France, le logement social au troisième âge	10
Interview	**12**
Interview de Rachel Meghir, Directrice de l'Évaluation ex Post	
Activités financières et de gestion des risques	**14**
Les émissions de la CEB au 30 septembre 2012 Résultats semestriels Autorisation d'emprunt pour 2013	
Communication/Visibilité	**16**
Nouvelles avancées de l'initiative Programme régional de logement	
Interview du Gouverneur dans La Lettre Diplomatique	
Ressources humaines	**18**
Priorité aux carrières et au bien-être du personnel	
Agenda Principaux événements à venir	**20**
Brèves	**20**
Publications	**20**

	Page
Editorial by the Governor	**3**
Loans/projects activity	**5**
Approvals as at 30 September 2012	5
€ 400,000 grant to Montenegro following a fire disaster in a refugee settlement	7
Bosnia and Herzegovina: Cooperation with Intesa San Paolo to support jobs in SMEs	9
Adapting social housing for elderly persons in France	11
Interview	**13**
Interview with Rachel Meghir, Director of Ex Post Evaluation	
Financial and risk management activities	**15**
CEB issuance as at 30 September 2012 Half year results Borrowing authorisation for 2013	
Communication/Visibility	**17**
New steps forward on the Regional Housing Programme initiative	
Interview with the Governor in The Diplomatic Letter	
Human resources	**19**
Focus on careers and staff well-being	
Calendar of events Major upcoming events	**20**
In brief	**20**
Publications	**20**

Crédits photos :
Photothèque CEB, Red Cross (Konik)
Fotolia.com : © SADEQ, © auremar, © aerogondo, © imageegami, © Paylessimages

Édito du Gouverneur
Editorial by the Governor



Rolf Wenzel

Cher lecteur,

La principale mission de la CEB à l'origine est de venir en aide et d'offrir des solutions aux réfugiés en Europe.

En juillet dernier, l'incendie qui a ravagé un camp de réfugiés au Monténégro nous a rappelé la situation dramatique qui perdure pour des milliers d'entre eux en Europe. En soutien aux autorités monténégrines, le Conseil d'administration de la CEB a approuvé un don de € 400 000 euros pour des logements temporaires destinés à quelque 800 réfugiés. À long terme, la CEB s'engage à mener à bien le Programme Régional de Logement, qui fournira des logements sociaux aux réfugiés et aux personnes déplacées en Bosnie-Herzégovine, en Croatie, au Monténégro et en Serbie. La mise en œuvre du projet progresse rapidement : sept nouveaux agents sont en cours de recrutement et des accords bilatéraux sont conclus pour le fonds fiduciaire multi-donateurs y afférent.

Malgré le contexte difficile, les résultats de la Banque au premier semestre 2012 demeurent solides, avec un niveau élevé de décaissements (€ 620 millions) et des actifs totaux dépassant € 27 milliards. L'activité du dernier trimestre est restée importante, sept nouveaux prêts ayant été approuvés pour un total de € 400 millions, portant leur montant cumulé à € 1,4 milliard d'euros 2012. Fin septembre, toutefois, Fitch Ratings a dégradé la note à long terme de la CEB à AA+, évoquant le faible niveau de capitalisation de la Banque, la moindre qualité de ses actifs et une exposition importante aux pays de la zone euro confrontés à des difficultés financières. Dans le même temps, l'agence de notation a également souligné les points forts de la CEB, tels que la bonne performance de son portefeuille de prêts, un cadre de gestion du risque très prudent et solide, une stratégie de prêt réfléchie et une excellente liquidité.

Depuis le dernier numéro, les réflexions sur les défis qui nous attendent et l'avenir de la CEB ont bien avancé. La réunion de septembre du Conseil d'administration a permis de discuter de plusieurs points importants : l'amélioration de la sélection des projets, un meilleur ciblage des prêts globaux et l'achèvement d'un examen approfondi du cadre de compliance. J'ai également le plaisir d'annoncer que la position de médiateur a été pourvue et je suis convaincu que cela contribuera à l'amélioration des relations sociales au sein de la CEB.

Bien à vous,

Dear Reader,

The CEB's original core mission is to bring relief and solutions to refugees in Europe.

Last July brought a reminder of the dramatic situation that persists for thousands of them in Europe when a fire destroyed a refugee camp in Montenegro. Supporting the Montenegrin Authorities, the Administrative Council approved a € 400,000 grant to make temporary housing available for some 800 refugees. In the longer term, the CEB is committed to the success of the Regional Housing Programme, which will provide social housing for refugees and internally displaced people in Bosnia and Herzegovina, Croatia, Montenegro and Serbia. Implementation of the project is progressing apace: seven new staff members are being recruited and bilateral agreements are being concluded for the multi-donors trust fund.

Despite the difficult context, the Bank's results for the first half of 2012 remain strong, with a high level of disbursement (€ 620 million) and total assets exceeding € 27 billion. Activity for the last quarter continued to be high, with seven new loans approved for a total of € 400 million, bringing the overall amount to € 1.4 billion for 2012. However, at the end of September, Fitch Ratings downgraded CEB's long-term rating to AA+, citing CEB's weaker capitalization, the weakening of its asset quality and its substantial exposure to Euro zone countries facing financial difficulties. At the same time, Fitch Ratings also underlined CEB's strengths such as the good performance of its loan portfolio, a very conservative risk and sound management framework, a prudent lending strategy and excellent liquidity.

Since the last issue, the reflections on the challenges ahead and the future of the CEB have progressed well. The September session of the Administrative Council saw the discussion of several important points: improved screening of projects, better targeting of global loans and the conclusion of a thorough review of the Compliance framework. I am also glad to announce that the Mediator position has been filled and am convinced that this will contribute to enhancing social relations at the CEB.

Best regards,

Activité prêts-projets

Approbations au 30 septembre 2012

Au cours de ce troisième trimestre 2012, le Conseil d'administration de la CEB a approuvé sept nouveaux projets, ainsi qu'un don, pour un montant cumulé de € 400 millions, ce qui porte le total des projets approuvés par la CEB depuis le début de l'année à € 1 401 millions, dont 51% en faveur des pays du groupe cible d'Europe centrale, orientale et du Sud-Est.

Face à la crise et au service de la cohésion sociale, la CEB continue de se mobiliser en faveur de l'emploi et de l'amélioration des conditions de vie des populations. Elle le fait par le soutien accordé au financement des investissements réalisés par les micros, petites et moyennes entreprises (TPE/PME), qui sont le principal gisement d'emplois. En faveur des populations durement éprouvées par les conséquences de la crise, la Banque consent également des fonds substantiels pour la revitalisation et la modernisation d'infrastructures publiques locales, ainsi que, dans le cas d'un projet, pour des travaux d'adaptation de logements sociaux aux besoins de personnes âgées à revenu modeste.

Dans ce cadre d'ensemble, chaque projet financé par la CEB s'attache à tenir compte du contexte socio-économique propre au pays d'opération, en recherchant le dispositif le plus efficace. Ils sont récapitulés ci-après.



Pays du groupe cible d'Europe centrale, orientale et du Sud-Est

Deux projets sont ciblés sur l'emploi dans les TPE/PME, via le financement de leurs investissements productifs.

Il s'agit respectivement du projet de € 30 millions avec Sanpaolo d.d. en **Bosnie-Herzégovine**. Afin de contribuer au développement économique et à la lutte contre le chômage, qui est le plus élevé de ses États membres, la CEB s'appuie sur la filiale d'un partenaire de longue date, elle-même cinquième banque commerciale du pays et en pointe dans le secteur des PME. Par ailleurs, en **Bulgarie**, la CEB finance un projet de € 10 millions avec ProCredit Bank, qui s'est également spécialisée depuis sa création dans le crédit aux TPE/PME.

Trois autres projets conjuguent deux volets de financement, l'un destiné aux investissements productifs des TPE/PME, l'autre à la modernisation des infrastructures locales.

En **Pologne**, sont ainsi concernés deux projets de € 20 millions, l'un avec Bank BPS et l'autre avec SGB Bank SA, en leur qualité respectivement de première et de seconde banque coopératives du pays. En **République slovaque**, il s'agit d'un projet de € 30 millions avec la banque slovaque de garantie et de développement (SZRB), dont le capital est entièrement détenu par l'État.

Autres pays membres de la CEB

En **Allemagne**, le projet de € 190 millions avec ILB, organisme de développement du Land de Brandebourg et partenaire de longue date de la CEB, est destiné à financer un large éventail d'infrastructures locales, ainsi que les investissements productifs des TPE/PME. L'objectif étant de contribuer à la réduction des déséquilibres démographiques, économiques et sociaux entre le Brandebourg et d'autres Länder.

Le projet de € 100 millions avec Crédit Mutuel Arkéa, en **France**, contribuera au financement des travaux d'adaptation de 12 000 logements sociaux existants au vieillissement de la population, au sein d'un programme visant la réduction des accidents ménagers et le maintien à domicile des personnes âgées.

Loans-projects activity

Approvals as at 30 September 2012

During the third quarter 2012, the CEB's Administrative Council approved seven new projects and one grant for an accumulated amount of € 400 million, thus bringing the total amount of projects approved by the CEB since the beginning of the year to € 1 401 million, 51% of which are in favour of the target group countries in Central, Eastern and South Eastern Europe.

To promote social cohesion in the face of the crisis, the CEB continues to mobilise in favour of employment and the improvement of people's living conditions. This it does by contributing to financing investments carried out by micro, small and medium-sized enterprises (VSEs/SMEs), which are the main generators of jobs. For the benefit of populations most acutely affected by the consequences of the crisis, the Bank has also granted substantial funds for the revitalisation and modernisation of local public infrastructure and, in the case of one project, for the work of adapting social housing to the needs of low-income elderly persons.

Within this overall context, each project financed by the CEB endeavours to take into account the specific socio-economic context in each country of operations by seeking to set up the most effective financing arrangements. These are recapitulated below.

Target group countries in Central, Eastern and South Eastern Europe

Two projects are targeted to employment in VSEs/SMEs, via the financing of productive investments.





The first is a project worth € 30 million with Sanpaolo d.d. in **Bosnia and Herzegovina**. To contribute to economic development and to the fight against unemployment, which is the highest of all its Member States, the CEB has teamed up with a long-standing partner, itself the fifth-ranking commercial bank in the country and a leader in the SME sector. The second is a project worth € 10 million that the CEB is financing in **Bulgaria** with ProCredit Bank, which has been specialising in loans to VSEs/SMEs since its creation.

Three other projects involve two different sectors of financing, one aimed at productive investments by VSEs/SMEs, the other at the modernisation of local infrastructure.

These include two projects in **Poland** for an amount of € 20 million, one with Bank BPS and the other with SGB Bank SA, respectively the first- and second-ranking co-operative banks in the country. The third approval concerns a project in the **Slovak Republic** for an amount of € 30 million with the Slovak Bank for Guarantees and Development (SZRB), whose capital is entirely state owned.

Other CEB Member States

In **Germany**, a project worth € 190 million with ILB, a development organisation in the Land of Brandenburg and a long-standing partner to the CEB, is aimed at financing a wide range of local infrastructure as well as productive investments in VSEs/SMEs. The objective is to contribute to reducing the demographic, economic and social imbalances that exist between the Land of Brandenburg and other Länder.

A project worth € 100 million with Crédit Mutuel Arkéa, in **France**, will contribute to financing works involved in adapting some 12 000 existing social housing units for the ageing population as part of a programme aimed at reducing home accidents and at keeping elderly persons in their homes.

Don de € 400 000 au Monténégro suite à un incendie dans un camp de réfugiés

Le 24 juillet 2012, un incendie s'est déclaré au camp de réfugiés de Konik 1, au Monténégro. Situé aux portes de la capitale Podgoriça, ce camp accueille 2 000 personnes, principalement des Roms ayant fui le Kosovo durant le conflit en 1999. L'incendie s'est rapidement propagé dans les baraques en bois, détruisant les habitations d'environ 800 personnes et les infrastructures communautaires, médicales et administratives. Des mesures d'urgence ont été prises le même jour par les autorités nationales pour assurer la fourniture de tentes, de nourriture, d'eau et de médicaments ainsi que le relogement des plus vulnérables, par exemple les enfants et les personnes âgées, dans les centres voisins.

Conformément à sa priorité statutaire d'intervenir en faveur des réfugiés et des migrants dans ses États membres, la CEB a immédiatement ouvert le dialogue avec les autorités monténégrines sur la solution la plus souhaitable concernant l'engagement de la Banque. D'un commun accord, les premières mesures de secours étant adéquatement assurées par les autorités nationales avec l'aide du HCR, de la Croix-Rouge, des gouvernements étrangers et d'un certain nombre d'ONG, il a été décidé que l'aide financière de la CEB serait la mieux orientée sur la mise en œuvre d'une solution d'hébergement temporaire à court terme.

Après avoir étudié l'urgence de reloger les victimes et la nécessité de tenir compte de l'hiver qui approche, les autorités nationales ont décidé d'adopter une solution pratique consistant à acheter et installer des conteneurs dans le campement même. Les autorités ont également décidé qu'une solution pérenne serait





ensuite fournie dans le cadre du Programme régional de logement, en cours de préparation, dans lequel la CEB joue un rôle central aux côtés de la Commission européenne, du HCR et des gouvernements de Bosnie-Herzégovine, de Croatie, du Monténégro et de Serbie.

Le don de € 400 000 de la CEB sollicité par les Autorités monténégrines permettra de financer une part importante des besoins financiers totaux, estimés à € 1,3 million, pour l'achat de plus de 200 conteneurs en remplacement des habitations des 150 familles touchées et des pertes en infrastructure. L'aide de la CEB financera également l'indispensable travail préparatoire précédant l'installation des conteneurs, notamment l'aménagement de l'espace, les installations électriques et autres réseaux, la supervision des achats et des travaux, ainsi que la planification détaillée du transfert et de la protection des familles. Conformément à ses procédures, la CEB assurera le suivi régulier du projet et de la situation d'ensemble sur le terrain, en coordination étroite avec le ministère monténégrin du Travail et de la Protection sociale, en charge du projet, et d'autres parties prenantes concernées. Le projet devrait être mis en œuvre sur une période de quatre mois.

Autre conséquence importante induite par cet événement malheureux : la prise de conscience accrue de l'urgence de trouver une solution viable à long terme à la question persistante du logement des réfugiés, née des conflits des années 1990. Ce que montre la décision rapide du Monténégro d'ajouter les familles victimes de Konik 1 à la liste des bénéficiaires ciblés par le Programme régional de logement.

Loans-projects activity

€ 400,000 grant to Montenegro following a fire disaster in a refugee settlement

On July 24, 2012, fire erupted at Konik 1, a refugee settlement in Montenegro on the outskirts of capital city Podgoriça and home to some 2 000 people, mostly Roma, who fled Kosovo during the conflict in 1999. The fire progressed rapidly through the mainly wooden barracks of the settlement, completely destroying the homes of some 800 persons as well as community, medical and administrative facilities. Emergency measures were taken on the same day by the Montenegrin Authorities for the provision of tents, food, water and medical supplies as well as the re-sheltering of the neediest such as children and the elderly in vicinity centres.

In line with its statutory priority to intervene in favour of refugees and migrants in its Member States, the CEB immediately opened discussions with the Montenegrin Authorities on the most desirable involvement for the Bank. In mutual agreement, it was decided that whilst immediate relief measures were appropriately covered by the national Authorities with assistance from the UNHCR, the Red Cross, foreign governments and a number of NGOs, financial assistance from the CEB would be best directed at the implementation of a short-term transitory housing solution.

After considering both the urgency to re-house the victims and the necessity to take into account the approaching winter, the national Authorities decided in favour of a practical solution, based on the procurement and installation of containers on the grounds of the settlement. At the same time, the Authorities decided that a durable solution would subsequently be provided within the framework of the Regional Housing Programme, currently under active preparation, in which the CEB plays a central role alongside the European Commission, the UNHCR and the governments of Bosnia and Herzegovina, Croatia, Montenegro and Serbia.

"In line with its statutory priority to intervene in favour of refugees and migrants in its Member States, the CEB immediately opened discussions with the Montenegrin Authorities on the most desirable involvement for the Bank."



The CEB's € 400,000 grant requested by the Montenegrin Authorities will fund a substantial portion of the total financial requirements estimated at € 1.3 million, for the procurement of more than two hundred containers to replace the destroyed dwellings of the 150 families affected and the lost common facilities. The Bank's assistance will also cover the all-important preparatory work preceding the installation of containers, including spatial planning, electricity and other utility installations, procurement and works supervision as well as detailed family transfer and safeguard planning. In line with its procedures, the CEB will ensure regular monitoring of the project and the overall situation on the ground, in close coordination with the Montenegrin Ministry of Labour and Social Welfare, in charge of the project, and other involved stakeholders. The project is expected to be implemented over a period of four months.

A significant side effect of this unfortunate occurrence is the raised level of awareness of the pressing necessity for a long-term, sustainable solution to the lingering refugee housing issue brought about by the conflicts of the 1990s, as illustrated by Montenegro's swift decision to add the victim families of Konik 1 to the list of target beneficiaries of the Regional Housing Programme.



Bosnie-Herzégovine: Coopération avec Intesa San Paolo pour aider l'emploi dans les PME

Lors de sa dernière réunion, le Conseil d'administration de la Banque a approuvé un projet de € 30 millions destiné à favoriser la création et le maintien d'emplois dans les petites et moyennes entreprises en Bosnie-Herzégovine. Les fonds de la CEB seront accordés aux PME bénéficiaires au moyen d'une structure classique de prêt à un intermédiaire, à savoir Intesa San Paolo Bosnia i Herzegovina, filiale bosnienne du groupe italien Intesa San Paolo qui est l'une des principales banques commerciales d'Europe et un partenaire de longue date de la CEB.

Afin de maximiser les bénéfices sociaux attendus de son intervention, la CEB a choisi de tirer parti de la collaboration étroite nouée avec un partenaire bancaire expérimenté et reconnu. Une première facilité de prêt similaire de € 15 millions avait été accordée en 2006 à Intesa San Paolo Bosnia i Herzegovina, aujourd'hui la cinquième plus grande banque commerciale du pays. Cette ligne, allouée avec succès et bien notée par la CEB, a conduit à l'approbation d'une deuxième facilité d'un montant deux fois plus élevé, soit € 30 millions, également allouée avec succès.

"L'expérience accumulée et la confiance mutuelle avec Intesa sont essentielles pour que ce troisième prêt donne un résultat satisfaisant", a commenté **Vitomir Miles Raguz, responsable de pays pour la Bosnie-Herzégovine**. "Intesa connaît très bien nos procédures, nos exigences de communication et nos spécificités en tant qu'institution financière internationale à vocation sociale, ce qui suppose de bien cibler les entreprises bénéficiaires et de mettre l'accent sur l'emploi – or, ce n'est pas la préoccupation habituelle d'une banque commerciale".



Depuis quatre ans maintenant, la crise économique et financière en Europe a montré peu de signes de fléchissement. Avec un taux de chômage compris entre 40% et 60% ces quinze dernières années et actuellement situé autour de 45%, la Bosnie-Herzégovine est l'un des pays les plus touchés dans le groupe cible de la CEB et en général. Les PME bosniennes représentent plus de 96% du nombre total d'entreprises dans le pays et environ 94% de ces PME emploient moins de 10 personnes. Ces petites entreprises jouent un rôle décisif dans l'offre d'emplois et agissent comme la locomotive de la stabilité sociale et du développement économique. C'est ce que montre l'adoption par les Autorités de la Stratégie nationale 2009 pour le développement des PME. Malgré ces efforts, les PME bosniennes continuent de fonctionner dans des conditions difficiles dans le pays et doivent se battre pour accéder au crédit bancaire qui leur permettra d'investir dans des actifs productifs.



Ce projet s'ajoute aux € 600 millions approuvés par le Conseil d'administration depuis le début de l'année 2012, sous forme de projets destinés à créer et maintenir des emplois dans les pays cibles de la CEB d'Europe centrale, orientale et du Sud-Est. Ce montant correspond à environ un tiers du total des approbations de projets envisagées par la Banque pour 2012 (un effort sans précédent, qui souligne clairement la priorité donnée à l'emploi dans les pays cibles, dans un contexte économique toujours défavorable).

En procurant une liquidité supplémentaire au marché bosnien afin de consolider les prêts commerciaux aux PME, la nouvelle facilité de prêt de la CEB apporte de toute évidence une forte valeur ajoutée.

"Intesa connaît très bien nos procédures, nos exigences de communication et nos spécificités en tant qu'institution financière internationale à vocation sociale, ce qui suppose de bien cibler les entreprises bénéficiaires et de mettre l'accent sur l'emploi – or, ce n'est pas la préoccupation habituelle d'une banque commerciale"

Bosnia and Herzegovina: Cooperation with Intesa San Paolo to support jobs in SMEs

At its latest session, the Bank's Administrative Council approved a € 30 million project to foster job creation and maintenance in small and medium-sized enterprises in Bosnia and Herzegovina. The CEB's funds will be channelled to beneficiary SMEs by way of a standard intermediary-loan structure, through Intesa San Paolo Bosnia i Herzegovina, the Bosnian banking subsidiary of the Intesa San Paolo Group of Italy, one of Europe's major commercial banking institutions and a well-established CEB partner.

In order to maximize the expected social effects of its intervention, the CEB elected to capitalise on its extensive relationship with an experienced, proven banking partner. A first similar loan facility of € 15 million was extended in 2006 to Intesa San Paolo Bosnia i Herzegovina, which today ranks as the fifth largest commercial bank in the country. This line was successfully allocated and highly rated by the CEB, leading to the approval of a second facility for double the amount (€ 30 million), successfully allocated as well.

"*The accumulated experience and mutual trust with Intesa are essential for the satisfactory outcome of this third loan*", reflects **Country Manager for Bosnia and Herzegovina Vitomir Miles Raguz**. "*Intesa is fully familiar with our procedures, reporting requirements and specificities as a socially-oriented IFI, which imply fine targeting of beneficiary enterprises and an emphasis on jobs – not a usual concern for a commercial bank*".

For four years in a row, the economic and financial crisis in Europe has shown little sign of abating. With a rate of unemployment in the range of 40% to 60% over the past fifteen years and currently around the 45% mark, Bosnia and Herzegovina is one of the worst-affected countries in the CEB's target group and at large. Bosnian SMEs account for more than 96% of the total number of businesses in the country and some 94% of those SMEs employ fewer than 10 people. Small businesses are considered to play a decisive role in the provision of job opportunities, acting as a key driver of social stability and economic development. This is illustrated by the adoption of the 2009 National Strategy for SME Development by the Authorities. Despite such efforts, Bosnian SMEs continue operating under difficult conditions across the country and are



faced with a struggle when it comes to accessing bank credit for investment in productive assets.

This project adds to the € 600 million approved by the Administrative Council so far in 2012 in the form of projects aimed at job creation and maintenance in the CEB's target countries of Central, Eastern and South Eastern Europe. This amount is roughly equivalent to one-third of the Bank's total contemplated project approvals for the year – a substantial effort by any measure and a strong indication of the emphasis put on employment in target countries under continuing unfavourable economic circumstances.

By bringing additional liquidity to the Bosnian market to shore up commercial lending to SMEs, the CEB's new facility carries clearly high value added.

"Intesa is fully familiar with our procedures, reporting requirements and specificities as a socially-oriented IFI, which imply fine targeting of beneficiary enterprises and an emphasis on jobs – not a usual concern for a commercial bank."



Adapter, en France, le logement social au troisième âge

"La CEB est ici pleinement dans son rôle de banque à vocation sociale, en permettant la réalisation de travaux qui amélioreront significativement la qualité de vie d'une frange vulnérable de la population."



Le vieillissement de la population représente un défi économique et social considérable pour les sociétés européennes. Dans ce cadre, la question du logement, notamment pour les personnes âgées à revenu modeste, se pose avec une acuité particulière dans tous les pays.

Pour mieux répondre à l'exigence de solidarité entre générations, le Conseil d'administration a approuvé, lors de sa dernière réunion de septembre, un projet de € 100 millions avec Crédit Mutuel Arkéa, destiné à adapter les logements sociaux aux besoins spécifiques du troisième âge sur l'ensemble du territoire français. Rappelons à cet égard que la CEB, tout en opérant un redéploiement géographique de son activité dans ses pays cibles d'Europe centrale, orientale et du Sud-Est, est à même d'intervenir dans tous ses États membres. Priorité est ainsi donnée à l'évaluation des besoins sociaux et à la valeur ajoutée du projet financé : c'est précisément le cas ici.

Quelques mots sur la situation qui prévaut en France. Construit en vagues successives durant les années de forte croissance, les "Trente glorieuses", et ciblant d'abord les besoins de populations jeunes arrivant en masse sur le marché du travail, le parc de logement social se retrouve aujourd'hui peu adapté aux exigences spécifiques des seniors. Et ce, alors même que le vieillissement rapide de la population constitue un défi démographique, économique et social majeur pour la société et les pouvoirs publics. Corollaire de la montée en puissance de ces classes d'âge, une demande de logement social qui évolue plus vite que celle du reste de la population. Cette tendance est appelée à se poursuivre au cours des prochaines années nonobstant une natalité plutôt dynamique.

Pourquoi adapter les logements ? Pour des raisons de santé et de bien-être. Sur les 450 000 chûtes dont sont victimes les personnes âgées, chaque année, la majorité d'entre elles surviennent à domicile. Difficultés d'accès à son lieu d'habitation, problèmes de mobilité et de circulation chez soi, absence de prise en compte des handicaps liés au vieillissement : autant d'obstacles à la qualité de vie au quotidien et de raisons d'aménager le parc résidentiel.

Redynamisation des programmes de travaux

Or, la crise a pour effet d'assécher les ressources des bailleurs sociaux traditionnels. Si l'on y ajoute le niveau modeste des revenus des foyers concernés, on mesure l'importance de se procurer des ressources nouvelles, à faible coûts, pour la réalisation des aménagements nécessaires. C'est pourquoi la CEB a choisi de se tourner vers un partenaire solide et investi, Crédit Mutuel Arkéa, et de s'appuyer ce faisant sur la filiale d'un grand réseau mutualiste et coopératif, qui compte plus de 80% des grands bailleurs sociaux français au nombre de ses clients. Au total, en ligne avec la législation nationale et régionale française, les fonds de la CEB contribueront au financement des travaux d'aménagement (accessibilité générale et individuelle, élargissements, rampes, ascenseurs, isolation) de quelque douze-mille unités existantes de logement social, au bénéfice de personnes du troisième âge. Répondant ainsi à plusieurs objectifs très sociaux que sont la réduction du nombre d'accidents, le maintien à domicile ou encore un confort suffisant au quotidien.

"Les récipiendaires des fonds seront les sociétés HLM, les sociétés d'économie mixte et autres acteurs du logement social en France", précise **Holger Seifert, Responsable de pays pour la France**. "La CEB est ici pleinement dans son rôle de banque à vocation sociale, en permettant la réalisation de travaux qui amélioreront significativement la qualité de vie d'une frange vulnérable de la population."

Adapting social housing for elderly persons in France

"Here the CEB is fully playing its role as a social bank by contributing to the implementation of works that will significantly enhance the living conditions of this vulnerable section of the population"

Population ageing represents a major economic and social challenge for European societies. In this context, the housing issue, notably for low-income elderly persons, poses a particularly acute problem in all countries.

In order to better respond to the requirement for solidarity between generations, at its last meeting in September the Administrative Council approved a project worth € 100 million with Crédit Mutuel Arkéa, aimed at adapting social housing to the specific needs of the elderly all over France. It will be recalled that, while geographically redeploying its activity in the target group countries in Central, Eastern and South Eastern Europe, the CEB can also take action in all its Member States. Priority is thus given to the evaluation of social needs and to the value added of the financed project: this is precisely the case in question.

But first let us take a look at the situation in France. Built in successive waves during the years of strong growth, the "Glorious Thirty", and primarily targeted to the needs of the very large numbers of young people entering the labour market, the country's social housing stock is today ill-suited to the specific needs of its senior citizens. This problem is all the more acute in that the rapid ageing of the population constitutes a major demographic, economic and social challenge both for society and for the public authorities. At the same time, as their numbers are increasing, the demand for social housing for such age groups is increasing more rapidly than that of the rest of the population. This trend is expected to continue in the years to come despite quite a strong birth rate.

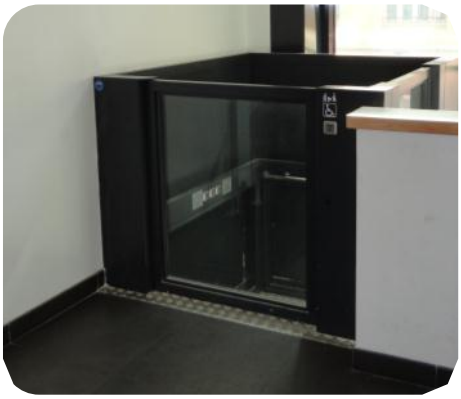
Why is there a need to adapt the housing stock? For reasons of health and well-being. Most of the 450 000 falls suffered by the elderly each year occur in the home. Difficulties of access, problems of mobility within the home, the lack of account taken of the disabilities that come with age are all barriers to the quality of daily life and thus constitute reasons for adapting the housing stock.

Redynamising the works programme



The effect of the crisis has been to dry up the resources of traditional social housing providers. Given this fact and the low levels of income of the households concerned, it is easy to see how important it is to find new resources, at low cost, with which to carry out the necessary renovation work. The CEB therefore chose to turn to a financially sound and trustworthy partner, Crédit Mutuel Arkéa, and in so doing, to team up with the subsidiary of a large network of co-operative and mutual banks, whose customers include over 80% of the major social housing providers in France. In total, in line with French national and regional legislation, the CEB funds will contribute to financing the work of adapting (general and individual accessibility, widened access, ramps, lifts, insulation) some twelve thousand existing social housing units, for the benefit of elderly persons. This programme corresponds to several very social objectives such as reducing the number of accidents, maintaining elderly persons in their homes and providing adequately comfortable living conditions.

"The recipients of the funds will be low-rent housing (HLM) organisations, mixed-economy companies and other social housing actors in France", said **Holger Seifert, Country Manager for France**. "Here the CEB is fully playing its role as a social bank by contributing to the implementation of works that will significantly enhance the living conditions of this vulnerable section of the population."



Interview de Rachel Meghir, Directrice de l'Évaluation ex Post

Le Département Évaluation ex Post (DEP) fête en 2012 ses dix ans d'existence. C'est l'occasion de faire une revue d'ensemble avec sa Directrice, Rachel Meghir.

L'évaluation ex post est reconnue comme l'une des fonctions clés de la CEB. Pouvez-vous nous résumer le rôle et les missions de votre Département ?

La fonction d'évaluation ex post a été créée en octobre 2001, sur décision du Conseil d'administration, et le Département a officiellement commencé ses activités en 2002. Cette évolution se justifiait par la nécessité d'une évaluation indépendante, objective et transparente des projets, afin d'améliorer la qualité, la performance et l'impact social des opérations financées par la CEB. Dans le même temps, la Banque s'alignait davantage sur les bonnes pratiques internationales appliquées par les autres BMD (banques multilatérales de développement).

L'évaluation ex post sert un double objectif de responsabilité (*accountability*) et d'apprentissage. La responsabilité passe par une estimation de la performance des projets et de leur contribution à la mission de la CEB ; la fonction d'apprentissage entend mettre à profit l'expérience acquise et formuler des recommandations sur les moyens d'améliorer les opérations futures. Le but ultime étant naturellement de tirer les enseignements à la fois des discussions sur les politiques à mener et des choix stratégiques pris par les différents décideurs de l'Institution, de telle sorte que la CEB puisse remplir plus efficacement son mandat de banque de développement social.

Comment travaille le DEP ?

Pour assurer la solidité et la crédibilité de la fonction d'évaluation dans une IFI, il est nécessaire de disposer d'une équipe de professionnels très qualifiés, motivés et expérimentés. L'équipe du DEP, certes actuellement limitée à quatre personnes dont deux évaluateurs et une assistante, a ce profil. Les évaluations sont réalisées par les propres évaluateurs du Département, par des évaluateurs externes ou par une combinaison des deux, avec au moins une mission sur le terrain. L'on peut également faire appel à des prestataires externes pour des enquêtes socio-économiques auprès des bénéficiaires - ce qui est l'une des spécificités des évaluations du DEP.

Notre travail est organisé par cycle d'évaluations articulé autour des secteurs d'intervention de la CEB ou centré sur un thème voire sur un instrument d'intervention spécifique. Nous effectuons une analyse de portefeuille pour sélectionner les projets à évaluer, lesquels doivent avoir été achevés au moins deux ans avant le début de l'évaluation. Les évaluations individuelles sont les éléments constitutifs du rapport de synthèse établi à la fin d'un cycle, lequel se concentre sur les nouvelles questions de portée générale.

Les principes d'évaluation que nous nous efforçons d'appliquer sont au nombre de quatre : indépendance, crédibilité, qualité et utilité. En particulier, être indépendant des opérations est essentiel pour éviter tout biais et/ou conflit d'intérêts éventuel. Le DEP rapporte directement et exclusivement au Gouverneur et, par l'intermédiaire de celui-ci, au Conseil d'administration. C'est à ces deux organes de la Banque qu'il rend compte ; une fois par an, le rapport d'activité du Département est examiné et discuté par le Conseil d'administration. Cela dit, le DEP travaille en étroite collaboration avec la Direction Générale des Prêts (DGP) et la Direction des Conseillers Techniques (DCT), ses principaux interlocuteurs en interne, qui sont informées à chaque étape du processus d'évaluation et invitées tout au long à formuler leurs commentaires. J'ajouterais qu'il s'agit d'un flux d'information dans les deux sens : les résultats de l'évaluation doivent être répercutés dans la conception de projet, tandis que les données de suivi et d'achèvement sont également des informations précieuses pour le travail d'évaluation.

La CEB a le statut d'observateur au sein du Groupe de coopération pour l'évaluation des banques multilatérales de développement (ECG). En quoi cette coopération est-elle importante pour votre travail ?

L'ECG est un forum professionnel où les responsables des Départements de l'évaluation indépendante des BMD s'efforcent de développer des normes d'évaluation communes et de rechercher une plus grande harmonisation des politiques et méthodes d'évaluation. Le travail en réseau avec ses pairs est absolument nécessaire : il répond à la nécessité de rester au fait des bonnes pratiques qui prévalent et des normes acceptées à l'échelle internationale, afin de pouvoir garantir la réputation et la crédibilité de la CEB.

Le défi le plus immédiat pour nous est de devenir membre à part entière de l'ECG et de quitter ainsi notre simple statut d'observateur. À cette fin, le DEP a préparé et soumis au Comité d'adhésion de l'ECG une autoévaluation ; en octobre, une délégation de l'ECG effectuera une mission de collecte complémentaire d'informations auprès de la Banque. Je suis confiante quant au résultat.

Au total, quel bilan tirez-vous de cette décennie et quelles sont vos priorités à l'avenir ?

Commençons par quelques faits et chiffres. Sur la période 2004-2011, 27 rapports concernant 44 projets ont été publiés. Les évaluations ont couvert 12% du volume des prêts décaissés, tandis que les 44 projets évalués représentent 16% des 279 projets approuvés.

Pour ce qui est de l'avenir, de nombreux et passionnants défis nous attendent. Le DEP apprécie de pouvoir participer au processus actuel de réflexion stratégique à l'échelle de l'Institution. Cela nous permet d'apporter notre éclairage à l'effort continu d'amélioration de la qualité des projets. Dans ce cadre, j'aimerais également mentionner le groupe de travail créé sous l'égide du Vice-Gouverneur Guglielmino, qui réunit la DGP, la DCT et le DEP pour réfléchir aux moyens de renforcer la courbe d'apprentissage institutionnel. Des propositions concrètes ont été préparées et seront présentées au Conseil d'administration de janvier. Enfin, l'une de nos principales priorités serait d'étendre la culture de l'évaluation au sein de la CEB et d'améliorer la portée des résultats de l'évaluation à l'intérieur comme à l'extérieur de la Banque.

Interview with Rachel Meghir, Director of Ex Post Evaluation

The Ex Post Evaluation Department (DEP) celebrates its 10th anniversary in 2012. This represents an ideal opportunity for an overall review with its Director, Rachel Meghir.

Ex post evaluation is recognised as one of the CEB's key functions. Can you summarise your Department's roles and responsibilities?

The ex post evaluation function was set up in October 2001, upon decision of the Administrative Council, and the Department started its operations in 2002. The rationale behind this move was the need for an independent, objective and transparent evaluation of projects in order to improve the quality, performance and social impact of CEB-financed operations. At the same time, the Bank was brought closer in line with the international good practices followed by peer MDBs.

Ex post evaluation serves a dual purpose: accountability and learning. Accountability entails assessing projects' performance and their contribution to CEB's mission; the key to the learning function is to draw upon experience and formulate recommendations on ways of improving future operations. The ultimate goal, of course, is to feed the insights gained into the policy discussions and strategic choices of the Institution's various decision-makers, with a view to contributing to better fulfilment by the CEB of its mandate as a social development bank.

How does the DEP operate?

A strong and credible evaluation function in an IFI requires a team of highly qualified, motivated and experienced professionals. DEP staff is precisely that, albeit currently limited to four persons, including two evaluators and an administrative assistant. Evaluations are carried out by the Department's own evaluators, external evaluators, or a mix of both, and entail at least one field mission. External support teams may be contracted for socioeconomic beneficiary surveys – one of the particularities of DEP evaluations.

Our work is organized in evaluation cycles, structured around CEB sectors of action or focused on a specific theme or intervention instrument. We run a portfolio analysis to select projects for evaluation, which takes place at least one year after project completion. Individual evaluations constitute the building blocks for a Synthesis Report at the end of a cycle, focusing on emerging overarching issues.

There are four evaluation principles we strive to apply in our work: independence, credibility, quality and usefulness. In particular, independence from Operations is crucial to avoid potential biases and/or conflicts of interest. The DEP reports directly and exclusively to the Governor, and through the Governor to the Administrative Council, the two Organs of the Bank to which it is accountable; every year, the DEP Annual Activity Report is examined and discussed by the Administrative Council. That said, by the very nature of its mandate and mission within the Bank, the DEP works closely with the Directorate General for Loans (DGL) and the Technical Advisory Directorate (TAD), its primary in-house interlocutors, who are kept informed at each stage of the process and invited throughout to provide comments. I would add that it is a two-way flow of information: evaluation findings should feed back into project design, but monitoring and completion data are also invaluable input for evaluation work.



The CEB has observer status on the Evaluation Cooperation Group (ECG) for assessing multilateral development banks. How is this type of cooperation important for what you do?

The ECG is a professional Forum where the Heads of the Independent Evaluation Departments of MDBs endeavour to develop common evaluation standards and seek greater harmonization of evaluation policies and methodologies. Networking with peers is absolutely necessary: it responds to the need to stay abreast of prevailing good practices and internationally accepted standards in order to ensure CEB's reputation and credibility.

The most immediate challenge for us is the CEB's bid for full-fledged membership of the ECG (we currently have observer status). To this end, the DEP has submitted a "self-assessment" to the ECG's Membership Committee which will carry out, this month, a complementary evidence-collection mission to the Bank. I remain confident on the outcome.

Overall, how do you view the last decade and what are your priorities for the future?

Allow me to begin with a few facts and figures. During the period 2004–2011, 27 reports covering 44 projects were released. In terms of disbursed loan volume, evaluations covered 12% while the 44 evaluated projects represent 16% of the 279 projects approved in that period.

As for the future, there are many and exciting challenges. The DEP appreciated the opportunity of participating in the strategic reflection process at corporate level. It enabled us to provide insights to on-going efforts for improved quality of projects. Within this framework, I would also mention the working group set up under the aegis of Vice-Governor Guglielmino, bringing together DGL, TAD and DEP to reflect on ways and means of reinforcing the institutional learning loop. Concrete proposals have been prepared for presentation to the Administrative Council in January. Finally, one of our core priorities would be to reinforce the evaluation culture within the CEB while enhancing the outreach of evaluation findings both within and outside the Bank.



Les émissions de la CEB au 30 septembre 2012

Afin de couvrir les opérations de prêts et de maintenir un niveau de trésorerie suffisant, plusieurs émissions ont été lancées depuis le début de l'année 2012.

La Banque a levé jusqu'à présent un montant total de EUR 3,22 milliards, au travers de huit émissions de maturités différentes, soit 69% de l'autorisation d'emprunt de EUR 4,65 milliards pour 2012. Toutes les opérations de financement sont assorties de swaps de couverture, ce qui élimine aussi bien le risque de taux d'intérêt que le risque de change. Aucune émission n'a eu lieu au cours du trimestre passé, entre juillet et fin septembre. La CEB dispose d'un niveau de liquidité très confortable et a jugé qu'il n'était pas nécessaire de poursuivre les émissions durant cette période. La politique d'investissement prudente de la Banque, combinée à un contexte de taux très bas, où les rendements des placements à court terme peuvent même être négatifs, a joué un rôle dans cette décision.

Pour mémoire, sur le montant total levé en 2012, 79% a été émis en USD et 21% en GBP.

Dollar américain. Deux émissions ont été lancées en format global : une émission benchmark de 1 milliard d'une maturité de cinq ans a été effectuée en février et a inauguré le programme d'emprunts 2012, suivie d'une seconde émission en juin, identique à la première. Deux autres émissions en dollars ont été lancées dans le cadre du programme EMTN (*Euro Medium Term Note*) de la CEB, d'un montant de 500 millions chacune, avec échéance au 30 septembre 2013 pour la première et à mars 2016 pour la seconde. Deux réouvertures de lignes existantes complètent les fonds levés en USD : la première de 100 millions à échéance avril 2017, la seconde de 200 millions à échéance avril 2015.

Livre sterling. Une première émission de GBP 300 millions a été réalisée à la mi-mars, à échéance décembre 2015, suivie d'une émission de 250 millions début mai, à échéance décembre 2016.

Résultats semestriels

Après une année 2011 difficile, la forte volatilité du secteur financier et les effets négatifs sur l'économie résultant de la crise souveraine de la zone euro ont perduré sur les six premiers mois de l'exercice 2012.

Au 30 juin, le résultat net de la CEB s'élève à € 60,8 millions, en hausse de près de 10% par rapport aux chiffres du premier semestre 2011.

Concernant son activité de prêts, la CEB affiche des décaissements en augmentation. Ils ressortent à € 620 millions contre € 560 millions sur la même période l'an passé. Deux tiers de ces prêts sont en faveur des pays cibles, conformément aux orientations stratégiques de la Banque.

Le total du bilan, en forte croissance (+ 12%), ressort à € 27 milliards, le volume des emplois de trésorerie affiche une progression confortable (+ 16,6%) pour s'établir à € 9,6 milliards et l'encours des prêts est en légère hausse (+ 2%) à € 12,2 milliards.

En matière d'emprunts, la Banque a lancé huit émissions pour un montant total de € 3,2 milliards, soit 69% de l'autorisation d'emprunt de € 4,65 milliards pour 2012.

Dans cet environnement incertain, la CEB maintient une croissance très stable de son activité et de ses bénéfices.

Autorisation d'emprunt pour 2013

L'autorisation d'emprunt est accordée, chaque année, par le Conseil d'administration au Gouverneur : elle fixe le montant global en EUR au sein duquel il est permis au Management de négocier et de conclure des contrats d'émission de maturité supérieure ou égale à un an. Toutes les transactions de financement doivent être exécutées aux conditions les plus favorables des marchés de capitaux internationaux. Elle permet de surcroît le recours aux instruments de maturité de moins d'un an, notamment dans le cadre d'opérations sous le programme *Euro Commercial Paper*.

Les objectifs principaux de l'autorisation d'emprunt sont de rendre possible les opérations de prêts, maintenir le niveau de trésorerie requis et honorer les obligations de remboursement de la dette de la CEB arrivée à échéance.

Cette autorisation d'emprunt repose sur l'analyse détaillée du besoin global de financement pour l'année à venir, compte tenu notamment des besoins de liquidité et des prévisions d'activité concernant les prêts. Pour 2013, elle s'élève à € 4,5 milliards.

Financial activities

CEB issuance as at 30 September 2012

In order to cover lending needs and maintain a satisfactory liquidity level, a number of issues have been launched since the beginning of 2012.

The Bank has so far raised a total amount of EUR 3.22 billion, representing 69% of the authorisation of EUR 4.65 billion. This amount has been raised through 8 issues under different maturities. All funding operations have been combined with hedging swaps, which eliminate both the interest rate risk and the currency risk. There has been no issuance during the last quarter, between July to the end of September. The CEB has a very comfortable liquidity situation and did not consider it necessary to continue issuing during that time. The Bank's conservative investment policy in combination with a very low yield environment, where for short term placements yields might even be negative, played a role in this decision.

Out of the total amount raised in 2012, 79% has been issued in USD and 21% in GBP.

In USD, two issues were launched under a Global format: a 1 billion benchmark with five-year maturity was executed in February, inaugurating the 2012 borrowing programme, and a second 1 billion benchmark was launched in June, also with a five-year maturity. Two other USD issues were launched under CEB's EMTN programme (Euro Medium Term Note) each with an amount of 500 million, the first with maturity in September 2013 and the second with maturity in March 2016. Two re-openings of existing lines complete the 2012 funding raised in USD: the first of 100 million with maturity in April 2017, and the second of 200 million with maturity in April 2015.

In GBP, a first issue of 300 million in this currency was raised by mid-March with maturity in December 2015. A GBP 250 million issue followed at the beginning of May with maturity in December 2016.

The CEB's issues at 30/06/2012

Issue Date	Maturity Date	Currency	Amount	Lead Manager
22/02/2012	22/02/2017	USD	1 000 000 000	Barclays/Daiwa/HSBC/RBC
21/03/2012	23/09/2013	USD	500 000 000	UBS/Citi
22/03/2012	23/03/2016	USD	500 000 000	GS/JPM
28/03/2012	07/12/2015	GBP	300 000 000	RBC/Barclays
27/03/2012	20/04/2017	USD	100 000 000	Morgan Stanley
08/05/2012	19/12/2016	GBP	250 000 000	HSBC/RBC
23/05/2012	15/04/2015	USD	200 000 000	Crédit Agricole
19/06/2012	19/06/2017	USD	1 000 000 000	RBC/BNPP/Citi/Barclays

Half year results

After a very challenging year 2011, high volatility in the financial sector and negative impacts on the economy from the Eurozone sovereign debt crisis continued into the first six months of 2012.

At 30 June, CEB's net profit amounted to € 60.8 million, which represented an increase of almost 10% versus the half year figures of 2011.

Regarding its lending activity, the CEB showed an increase in its disbursements: € 620 million compared with € 560 million for the same period a year ago. Two-thirds of these loans were in favour of the target countries, in line with the Bank's strategic orientations.

CEB's total assets amounted to € 27 billion, resulting in a strong increase (+ 12%), the treasury assets showed comfortable growth (+ 16.6%) to € 9.6 billion and the total loans outstanding increased slightly (+2%) to € 12.2 billion.

On the borrowing side, the Bank launched eight issues amounting to € 3.2 billion, representing 69% of the € 4.65 billion amount authorized for 2012.

Within this uncertain environment, the CEB maintained very steady growth in its activity and profit trend.

Borrowing authorisation for 2013

The borrowing authorisation is given to the Governor each year by the Administrative Council. It establishes the total amount in EUR within which the Management is authorised to negotiate and conclude new issue transactions with maturities of one year or more. All funding transactions have to be executed under the best available terms on the international capital markets. The borrowing authorisation allows recourse to instruments with maturities of less than one year, in particular within the framework of operations in the Euro Commercial Paper programme.

The main objectives of the borrowing authorisation are to fulfil lending needs, to maintain the required liquidity level and to meet CEB's repayment obligations on maturing debt.

This borrowing authorisation is based on a detailed analysis of the overall financing requirements for the coming year, in particular taking into account the demand for liquidity and the loan activity projections. For 2013 the authorisation stands at € 4.5 billion.

Nouvelles avancées de l'initiative Programme régional de logement

Plus de quinze ans après la fin des conflits dans les Balkans (1991-1995), des milliers de réfugiés et de personnes déplacées vivent toujours dans des logements temporaires en Bosnie-Herzégovine, en Croatie, au Monténégro et en Serbie.

Depuis 2011, la Banque est activement engagée dans une initiative régionale visant à fournir à ces réfugiés et personnes déplacées des solutions de logement pérennes. Cette initiative, dénommée Programme régional de logement (RHP), est menée par les quatre pays évoqués. Elle est soutenue par la Commission européenne, le HCR, l'OSCE, les États-Unis et d'autres bailleurs de fonds. Son objectif est de porter assistance à 74 000 personnes et, selon les premières estimations, elle devrait avoir un coût d'environ € 600 millions sur cinq ans.

Dans le cadre de cette initiative, la CEB va gérer le Fonds du RHP qui recueillera les contributions des donateurs. À ce jour, les engagements s'élèvent à un total de € 261 millions. La CEB supervisera également la mise en œuvre par les quatre pays de leurs projets de logement respectifs à l'échelle nationale.

Ces derniers mois, la Banque a travaillé dur et avec succès, en coordination avec les quatre pays et la communauté internationale, pour mettre en place et faire fonctionner le RHP.

Sur le volet du financement, la Banque a finalisé le cadre juridique du Fonds du RHP, en collaboration avec les principaux bailleurs de fonds. Grâce à ce cadre, les États-Unis ont pu officiellement promettre USD 10 millions en septembre 2012. Cet engagement représente un tournant important : il s'agira de la première contribution au Fonds du RHP et de la toute première contribution des États-Unis destinée à être gérée par la CEB.

Sur le volet de la préparation des projets, la Banque est en train de constituer une équipe chargée de superviser la préparation et la mise en œuvre des projets de logement. Composée de huit personnes, cette équipe devrait être opérationnelle d'ici novembre 2012. Dans le même temps, la Banque a conclu en juillet de cette année un accord avec la Commission, aux termes duquel elle recevra € 1,6 million. La CEB utilisera une partie de ces fonds pour financer une équipe de consultants qui aideront les quatre pays dans la préparation d'une étude de faisabilité pour leurs projets de logement à l'échelle nationale. Une autre partie sera consacrée au financement des dépenses de la Banque liées au RHP pendant près d'un an.

Interview du Gouverneur dans La Lettre Diplomatique

Au retour de la Réunion Commune de la CEB, qui s'est tenue en République de Moldova cette année, le Gouverneur Rolf Wenzel a accordé un entretien à La Lettre Diplomatique pour préciser "Les nouveaux défis de la Banque de Développement du Conseil de l'Europe". Cette interview a été publiée dans le numéro 98, paru en août 2012, de cette revue trimestrielle de référence sur les relations internationales et diplomatiques.

À cette occasion, le Gouverneur a souligné les spécificités institutionnelles de la CEB, seule banque de développement en Europe à vocation exclusivement sociale. Il a également retracé les grandes lignes de celle qui, en 1956, a été le premier des Accords partiels du Conseil de l'Europe.

Cette interview a passé en revue les grands défis qui se posent à la Banque. Le Gouverneur a marqué l'importance du cap à donner par temps de crise et la place que doit occuper la CEB au sein de la famille des organisations internationales actives en Europe. Il a par ailleurs fait valoir l'attention particulière qu'il accorde à une pratique moderne des relations sociales et à un management participatif, le personnel étant la première richesse de cette organisation à taille humaine.

Comment approfondir la valeur ajoutée de la CEB tout en préservant sa solidité financière ? Tel est le cœur du processus de réflexion stratégique engagé avec les Conseils de la Banque pour construire un consensus sur la feuille de route de l'Institution. Le Gouverneur a indiqué les voies qui permettront à la CEB, en s'adaptant et en évoluant, de continuer à jouer son rôle de levier financier au service de la cohésion sociale. Et ce, en faveur tant des pays d'Europe centrale, orientale et du Sud-Est, dits du groupe cible, que de ses autres États membres.



New steps forward on the Regional Housing Programme initiative

More that fifteen years after the end of the 1991-1995 conflicts in the Balkans, thousands of refugees and displaced persons still live in temporary accommodations in Bosnia and Herzegovina, Croatia, Montenegro and Serbia.

Since 2011, the Bank has been actively involved in a regional initiative to provide these refugees and displaced persons with durable housing solutions. This initiative, which is called the Regional Housing Programme (RHP), is led by the four countries in question. It is supported by the European Commission, the UNHCR, the OSCE, the United States (US) and other Donors. It aims to benefit close to 74 000 people and, according to preliminary estimates, should cost around € 600 million over five years.

As part of this initiative, the CEB will manage the fund, named RHP Fund, which will hold the contributions of Donors. As of today, a total of € 261 million have been pledged. It will also oversee the implementation by the four countries of their respective country housing projects.

Over the last months, the Bank has been working hard and successfully to get the RHP up and running, in coordination with the four countries and the international community.

As regards funding, in coordination with the main Donors, the Bank has finalized the legal framework of the RHP Fund. With this framework in place, the US was able to formally pledge USD 10 million in September 2012. This commitment is an important milestone: it will be the first contribution to the RHP Fund as well as the first contribution from the US ever to be managed by CEB.

As regards project preparation, the Bank has been busy assembling a team responsible for overseeing the preparation and implementation of the housing projects. This team, which will comprise a staff of eight, should be fully operational by November 2012. At the same time, in July 2012 the Bank concluded an agreement with the Commission, whereby it will receive € 1.6 million. The CEB will use part of these funds to finance a team of consultants who will assist the four countries in preparing a feasibility study for their country's housing project. Another part will be used to fund the Bank's expenses in relation to the RHP for close to a year.

Interview with the Governor in The Diplomatic Letter

On his return from the CEB's Joint Meeting, which was held in the Republic of Moldova this year, the Governor Rolf Wenzel gave an interview to The Diplomatic Letter setting forth the new challenges ("*Les nouveaux défis*") for the Council of Europe Development Bank. The interview was published in issue n° 98 of this quarterly review on international and diplomatic relations, which came out in August 2012.

In his interview, the Governor highlighted the institutional particularities that characterize the CEB, the only development bank in Europe with an exclusively social mandate. He also retraced the history of the institution that in 1956 was to be the first of the Council of Europe's Partial Agreements.

The interview provided an opportunity to enumerate the major challenges facing the Bank. The Governor stressed the importance of the course to be set in this time of crisis and the place that the CEB should take within the family of international organizations

"How can the CEB enhance its value added while at the same time preserving its financial soundness? This question is central to the process of strategic reflection"

operating in Europe. He also asserted the careful attention he paid to modern practices in social relations and participative management, the prime asset of such a human-sized organisation being its staff.

How can the Bank enhance its value added while at the same time preserving its financial soundness? This question is central to the process of strategic reflection undertaken together with the Bank's Collegial Organs with a view to building a consensus on the Institution's road map. The Governor pointed to the ways in which, by adapting and evolving, the CEB will be able to continue to play its financial leverage role in the service of social cohesion; a role that it intends to play not only for the benefit of its target group countries in Central, Eastern and South Eastern Europe, but also in favour of its other Member States.

Priorité aux carrières et au bien-être du personnel

Plusieurs projets de ressources humaines initiés au cours de l'année passée ont considérablement avancé ou sont sur le point d'être conclus. Une attention particulière a été portée au bien-être du personnel et au recentrage sur la gestion des carrières.

Initiative sur l'engagement et la motivation des agents

Afin de poursuivre les efforts entrepris pour améliorer le climat social à la CEB, des équipes en charge des plans d'action ont été constituées au niveau des Directions et à l'échelon de la CEB.

La mise en place des plans d'action élaborés par les équipes au niveau des Directions a déjà débuté. L'équipe *leadership* va bientôt se réunir pour définir les actions devant être mises en œuvre. Le personnel sera informé des différents résultats de la réunion ainsi que du processus qui sera instauré pour assurer un suivi adéquat des différentes actions convenues.

Classification des emplois

L'exercice de classification des emplois sera achevé d'ici à fin 2012. Il détermine la valeur ou l'importance relative d'un emploi par rapport aux rôles et responsabilités assignés, une distinction claire étant faite entre le poste et la personne qui l'occupe. Une centaine de descriptions d'emplois ont été élaborées, sur la base des réponses obtenues aux questionnaires et lors d'entretiens, tandis que les postes vacants, les processus, les procédures et la structure organisationnelle de la CEB ont été analysés en détail.

Suite à cet exercice d'analyse, la Direction des Ressources Humaines (DRH) a validé chaque description de poste avec les directeurs, les responsables de département et les porte-parole. La DRH a également pondéré chaque emploi de référence en fonction d'un ensemble de critères reposant sur la méthode Hay, et personnalisés pour répondre aux spécificités de la CEB.

La DRH a également travaillé sur les résultats de la classification des emplois pour chaque membre du personnel et a commencé à élaborer des trajectoires possibles en termes de carrière. Ces trajectoires seront de nouveau analysées et développées parallèlement à l'élaboration d'une politique de promotion afin d'améliorer l'équité au sein de la Banque.

La DRH va continuer de travailler sur les questions de gestion de carrières et sur des politiques claires, tout en contribuant à encourager des actions d'amélioration continue susceptibles d'avoir un impact sur le climat social de la Banque.

Désignation d'un médiateur

Comme annoncé dans le dernier numéro de CEB Info, la Banque a désigné un médiateur en charge de contribuer à la résolution informelle des conflits, par la recherche d'un règlement à l'amiable de toutes sortes de différends.

Le médiateur agira comme un intermédiaire impartial entre les membres du personnel de la CEB et l'administration de la Banque. Ces responsabilités seront exercées de manière totalement indépendante.

Un comité spécial de sélection présidé par le Vice-Gouverneur Guglielmino a été nommé par le Gouverneur en début d'année afin d'enclencher le processus de désignation et de préparer une liste des candidats les plus qualifiés. Avec l'appui de la Direction des Ressources Humaines et du Comité du personnel, le Gouverneur a personnellement participé au comité de sélection ayant interrogé les candidats présélectionnés.

La candidate retenue est **Michèle Weil-Guthmann**. Actuellement médiateur formée et assermentée auprès de plusieurs centres et tribunaux de médiation en France et en Suisse, et secrétaire générale du Groupement européen des magistrats pour la médiation (GEMME), elle a auparavant occupé plusieurs postes à responsabilités pour l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), la Mission permanente de la France auprès de l'office des Nations Unies et des organisations internationales à Genève, ainsi qu'au Tribunal de grande instance de Paris. De nationalité franco-suisse, Mme Weil-Guthmann parle couramment le français et l'anglais et est "*Chevalier de l'Ordre national du mérite*".

Début octobre, une réunion d'information donnera la possibilité aux employés de rencontrer Michèle Weil-Guthmann.

Focus on careers and staff well-being

A number of HR projects that were initiated over the last year have shown significant progress or are about to be concluded. Particular attention has been paid during the past year to staff well-being and to refocusing on career management.

Staff Engagement and Motivation initiative

In order to continue the efforts made to improve the social climate at the CEB, action teams were set up at Directorate level as well as at CEB level.

Directorate team action plans have already started to be drawn up. The Leadership team will meet shortly to determine the actions that need to be implemented. Staff will be kept informed of the different meeting outcomes as well as on the process that will be set up to ensure adequate follow up to the different agreed actions.

Job classification exercise

The job classification exercise will be finished by end 2012. Job classification determines the relative worth or importance of a job in relation to the assigned roles and responsibilities, a clear distinction being made between the position and the person who occupies it. About a hundred reference job descriptions have been drawn up, based on answers gained through questionnaires and interviews as well as extensive analysis of job vacancies, processes, procedures, and the organisational structure of the CEB.

Following this analytical exercise, the Directorate for Human Resources (DHR) validated each reference job description with Directors, Heads of Department and Spokespersons. The DHR also weighted each reference job according to a series of criteria based on the Hay method and customised to meet CEB specificities.

The DHR also worked on the results of the job classification for each staff member and started elaborating possible career paths. These career paths will be further analysed and developed along with the elaboration of a promotion policy in order to enhance fairness at the Bank.

The DHR will continue working on career management issues as well as on clear policies while contributing to the promotion of continuous improvement actions that can impact on the social climate at the Bank.

Designation of a Mediator

As announced in the last issue of CEB Info, the Bank has designated a Mediator, whose function is to contribute to informal conflict resolution by seeking amiable settlements to all kinds of disputes.

The Mediator will act as an impartial intermediary between CEB staff members and the administration of the Bank. These duties will be performed in a fully independent manner.

A special selection committee chaired by Vice-Governor Guglielmino was appointed by the Governor earlier this year to proceed with the engagement process and prepare a shortlist of the most qualified candidates. With the support of the Directorate for Human Resources and the Staff Committee the Governor personally participated in the selection panel interviewing the shortlisted candidates.

The selected candidate is **Michèle Weil-Guthmann**. Currently a trained and sworn Mediator for several mediation Centers and Courts in France and Switzerland and the Secretary General of the European Association of Judges for Mediation (GEMME). She has previously worked in a number of high-level positions for the World Intellectual Property Organization (WIPO), the Permanent Mission of France to the United Nations and other International Organizations in Geneva, and at the Paris *Tribunal de Grande Instance*. Ms Weil-Guthmann holds Swiss and French nationality, speaks French and English fluently and is a "*Chevalier de l'Ordre national du mérite*".



An information town hall meeting, early October will give staff an opportunity to meet with Michèle Weil-Guthmann.

Agenda

Publications

CEB INFO

Agenda

12-14 octobre : Assemblées annuelles de la Banque mondiale et du FMI (Tokyo)

15-16 novembre 2012 : Réunion du Conseil d'administration de la CEB (Paris)

23 novembre 2012 : réunion du Conseil de direction de la CEB (Paris)

12-14 October: Annual meetings of the World Bank and IMF (Tokyo)

15-16 November 2012: meeting of the CEB's Administrative Council (Paris)

23 November 2012: meeting of the CEB's Governing Board (Paris)

Brèves / In brief

Rating de la CEB

Le 26 septembre, Standard & Poor's a confirmé la notation AAA, perspective négative, A-1+, de la CEB, reflétant le solide profil financier de la Banque et ses politiques conservatrices de gestion des risques et de liquidité. Le 25 septembre, Fitch Ratings a abaissé la note de la CEB à AA+, perspective stable, F1+, en raison de la dégradation de plusieurs États membres et des incertitudes pesant sur la zone Euro. Le 21 juin 2012, Moody's a confirmé la notation Aaa/perspective stable/P-1 de la CEB.

The CEB's rating

On 26 September, Standard & Poor's confirmed the CEB's AAA/Negative/A-1+, highlighting the Bank's strong financial profile, conservative liquidity and risk management policies. On 25 September, Fitch Ratings downgraded the CEB's rating to AA+ outlook stable, F1+, due to the multi-notch downgrade of several EU Member States and uncertainties in the Eurozone. On 21 June 2012, Moody's confirmed the Aaa/Stable/P-1 rating of the CEB.

Publications

À paraître / paru

Rapport financier semestriel

Rapports des agences de notation

(To be) published

Half year financial report

Rating agencies' reports



A propos de la CEB ...

Fondée en 1956, la CEB (Banque de Développement du Conseil de l'Europe) compte 40 États membres, dont 21 pays d'Europe centrale, orientale et du Sud-Est formant les pays cibles de la Banque.
Instrument majeur de la politique de solidarité sociale en Europe, elle finance des projets sociaux en mettant à leur service des ressources levées dans des conditions reflétant la qualité de sa signature. Elle accorde ainsi des prêts à ses États membres, à des institutions financières et à des collectivités locales, pour le financement de projets dans le domaine social, conformément à son Statut.

About the CEB ...

Set up in 1956, the CEB (Council of Europe Development Bank) has 40 Member States. Twenty-one Central, Eastern and South Eastern European countries, forming the Bank's target countries, are listed among the Member States.
As a major instrument of the policy of solidarity in Europe, the Bank finances social projects by making available resources raised in conditions reflecting the quality of its rating. It thus grants loans to its Member States, to financial institutions and to local authorities for the financing of projects in the social sector, in accordance with its Articles of Agreement.

55 avenue Kléber • F-75116 PARIS
Tel: +33 (0)1 47 55 55 00 • Fax: +33 (0)1 47 55 03 38 • e-mail: info@coebank.org